



Message du D^r Hans Blix

président de WMDC (Commission sur les armes de destruction massive)

I want to thank the “Observatoire des armements” for inviting me to this Symposium: *Towards a world without nuclear weapons?* I regret that I am not able to be there in person, and I wish you fruitful and productive discussions, furthering the arms control and disarmament agenda in France.

As some of you are aware, since 2004, I have headed the independent international Weapons of Mass Destruction Commission (WMDC). The Commission is made up of 14 distinguished experts from around the world and we set out – not to look backward – but to examine how the world should tackle the issue of weapons of mass destruction. In June 2006, we presented our unanimous report: *Weapons of Terror – Freeing the World of Nuclear, Biological and Chemical Arms*.

The report was presented at a time when international negotiations and efforts towards disarmament and arms control were at a total standstill. I have spent the last two and a half years traveling around the world to present our findings and recommendations to governments, international organizations and academic institutions and think tanks. Today, we find ourselves in a period of greater hope and opportunity for progress. Our recommendations remain highly topical and relevant – setting a general course for long- and short-term efforts to rid the world of the peril of weapons of mass destruction. Our job now is to guide and support our leaders in making the necessary decisions to move us closer to this vision.

What is needed today – is a renewed global consensus that weapons of mass destruction represent a clear and present danger to all nations in the world, and that they need to be abolished for good. This holds special relevance to nuclear weapons in this age of a possible nuclear revival. The nuclear weapon states, including France, has a special obligation to lead with example. As long as a few states hold their own weapons to be vital for their national security – it will remain difficult to persuade others that they do not need them. A good first step towards confidence building in this regard would be for all states possessing nuclear weapons to declare a non-first use policy and thereby guarantee the states without nuclear weapons that such weapons will not be used against them.

A number of other steps can also be taken without delay and the European Union could be utilized to promote this agenda. I know for example, that France, together with my country Sweden and others, have worked hard to intensify the European Union’s efforts to promote the entry into force of the Comprehensive Test-Ban Treaty (CTBT). In my opinion, this is one of the most pressing issues on the disarmament and non-proliferation agenda in the coming years.

Another critical item measure that should be high on the international agenda is the negotiation and adoption of a treaty providing a verified ban on the production of highly enriched uranium and plutonium for weapons. It was recommended by consensus at the NPT conferences in 1995 and in 2000. So far, no progress has been made in this regard.

The large number of recent initiatives, academic studies and articles, and international meetings and seminars, such as this one, bear witness of a renewed energy in the field of arms control and disarmament. With new leaders in a number of key states there is an opportunity to rethink the policies of the last decade that have led us further away from – rather than closer to – the aim of a world without nuclear weapons.



Message du D^r Hans Blix

président de WMDC (Commission sur les armes de destruction massive)

Je tiens à remercier l'Observatoire des armements de m'avoir invité à ce colloque intitulé « Vers un monde sans armes nucléaires ? » Je regrette de ne pouvoir être physiquement présent et je vous souhaite des discussions fructueuses et productives qui permettent de faire avancer le contrôle des armements et le désarmement en France.

Comme certains d'entre vous le savent, je dirige depuis 2004 la Commission internationale indépendante sur les armes de destruction massive (WMDC). La Commission est composée de 14 éminents experts du monde entier et nous nous sommes fixés comme objectif, non pas de regarder en arrière, mais d'examiner la façon dont le monde devrait s'attaquer à la question des armes de destruction massive. En Juin 2006, nous avons présenté un rapport unanime : *Weapons of Terror - Freeing the World of Nuclear, Biological and Chemical Arms* (Les armes de la terreur – Libérer le monde des armes nucléaires, biologiques et chimiques).

Ce rapport a été présenté à un moment où les négociations internationales et les efforts en faveur du désarmement et de la maîtrise des armements se trouvaient dans une impasse totale. J'ai passé les deux ans et demi qui viennent de s'écouler à voyager dans le monde pour présenter nos conclusions et nos recommandations à des gouvernements, des organisations internationales, des institutions universitaires et des *think tanks*. Aujourd'hui, nous nous trouvons dans une période qui laisse plus de place à l'espoir et à de possibles avancées. Nos recommandations restent tout à fait pertinentes et actuelles. Elles fixent une orientation à long terme et à court terme pour les efforts visant à débarrasser le monde du danger des armes de destruction massive. Notre tâche est maintenant de guider et d'apporter un soutien à nos dirigeants pour qu'ils prennent les décisions qui nous permettront de nous rapprocher de cette vision d'avenir.

Ce dont nous avons besoin aujourd'hui, c'est d'un consensus mondial renouvelé sur le fait que les armes de destruction massive représentent un danger très actuel pour tous les pays dans le monde, et qu'elles doivent être supprimées pour de bon. Cela est particulièrement vrai pour les armes nucléaires dans cette période où une renaissance nucléaire est possible. Les États dotés d'armes nucléaires, notamment la France, ont une obligation particulière de donner l'exemple. Tant que quelques États considèrent que leurs propres armes sont vitales pour leur sécurité nationale, il restera difficile de persuader les autres pays qu'ils peuvent s'en passer. À cet égard, une première mesure de confiance serait que tous les États dotés d'armes nucléaires s'engagent sur une politique de non-utilisation en premier et garantissent ainsi aux États sans armes nucléaires que de telles armes ne seront pas utilisées contre eux.

Un certain nombre d'autres mesures peuvent être prises sans délai et l'Union européenne pourrait servir à promouvoir ce programme. Je sais par exemple que la France, avec mon pays, la Suède, et d'autres, ont travaillé d'arrache-pied à intensifier les efforts de l'Union européenne en soutien à l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICEN). Il s'agit à mon avis de l'un des problèmes les plus urgents en matière de désarmement et de non-prolifération pour les années qui viennent.

La négociation et l'adoption d'un traité prévoyant une interdiction vérifiée de la production d'uranium hautement enrichi et de plutonium pour des armes représente également une mesure cruciale qui devrait figurer en bonne place sur l'agenda international. Un tel traité a été recommandé par consensus lors des conférences du TNP de 1995 et de 2000. Jusqu'à présent, aucun progrès n'a été fait en ce sens.

Le grand nombre des initiatives récentes, des études universitaires et des articles, ou des réunions internationales et des séminaires, comme celui-ci, témoignent d'un regain de dynamisme dans le domaine du contrôle des armements et du désarmement. Avec de nouveaux dirigeants dans un certain nombre de pays clés, il existe une opportunité pour repenser les politiques de la dernière décennie, qui nous ont éloignés plus qu'elles ne nous ont rapprochés de l'objectif d'un monde sans armes nucléaires.